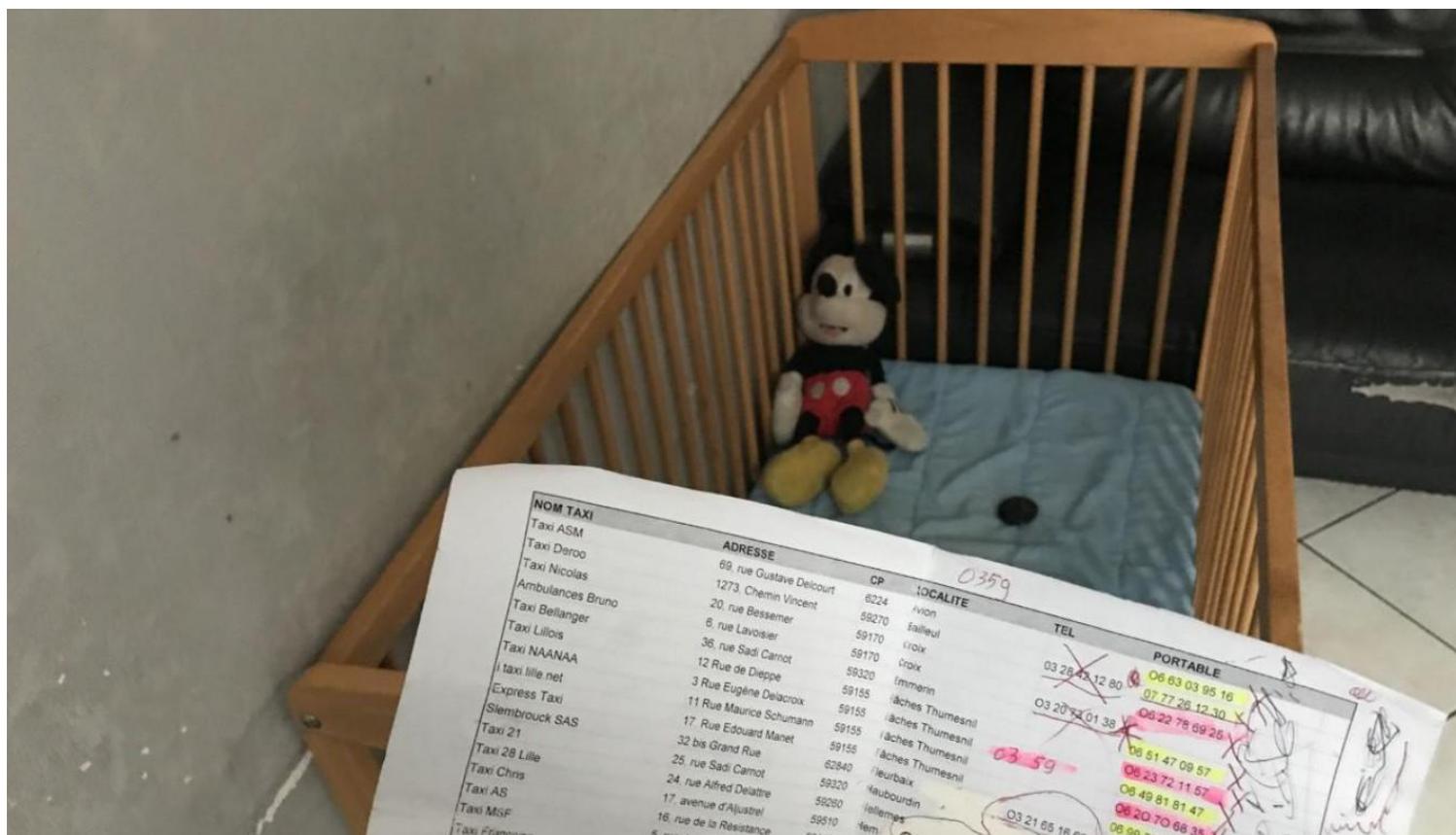


Tourcoing: une issue pour Imrane, autiste privé d'école pour défaut de transport?

L'impasse dans laquelle se trouve Imrane a suscité de nombreuses réactions. Parmi elles, une toute jeune société de transport watrelosienne qui s'est rapprochée du CCAS de Tourcoing pour solutionner les déplacements du jeune autiste vers son école, à Mouscron (B).

Par Florence Moreau | Publié le 20/11/2019 mis à jour à 17h30



Une solution de transport pour Imrane ? Suite à [notre article](#), l'impasse dans laquelle se trouve la famille du **jeune autiste de cinq ans** (privé d'école en Belgique car dans l'incapacité de trouver un transport conventionné) a déclenché de nombreuses réactions. Parmi elles, celle de Stéphanie Camus qui a créé, il y a deux mois, sa **société d'accompagnement et service de transport**, My Happy Car.

La Wattrelosienne, qui s'est rapprochée de la famille de l'enfant, est disposée à effectuer les trajets journaliers **entre Tourcoing et l'institut Les Bengalis**, à Mouscron. « *Mais n'étant pas encore conventionnée, explique-t-elle, nous travaillons avec le CCAS de Tourcoing pour accélérer la procédure et proposer une solution à la famille.* »

« Les taxis ne veulent pas prendre l'enfant car la course est trop courte »

Le cas du petit Imrane est loin d'être isolé, comme en témoigne Isabelle Resplendino, présidente de [l'Association pour les Français en situation de handicap en Belgique](#). Suite à notre article, celle-ci a pris contact avec le président du **syndicat des taxis** (Union nationale des taxis du Nord) qui a transmis son message à tous ses adhérents lundi. « *Hélas, pas de réponse* », explique-t-elle. « *Il a relancé mardi, mais sans résultat* », se désole celle qui dénonce l'inertie de la CPAM.

« *Les taxis ne veulent pas prendre l'enfant car la course est trop courte. Je sais qu'y aller à heures régulières tous les jours peut, potentiellement, leur faire perdre des courses plus longues, mais il s'agit d'un revenu fixe... Ils n'ont peut-être pas envie de «s'encombrer» d'un enfant autiste ?* », s'interroge I. Resplendino. « *Mais si on demande à ce que l'enfant change d'école pour que la course soit plus longue, cela n'est pas éthique. Et risque, de toute façon, d'être refusé par la MDPH...* »

« Un scandale sans nom »

La présidente de l'association affirme que l'an dernier, la [Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie](#) a réuni toutes les Maisons départementales du handicap des Hauts-de-France pour les inciter à trouver des solutions d'orientation « *même partielles, même inadaptées, même plus éloignées* » en France. Ce qui fait craindre à la présidente « *que les orientations MDPH ne soient pas renouvelées ou accordées pour la première fois* ».

« *J'ai ainsi beaucoup de familles dont les transports ou l'hébergement en Belgique sont refusés, même en plein milieu des études. C'est un scandale sans nom, un double discours du gouvernement qui prétend faire cesser l'exil en Belgique mais ne fait que cesser son financement* », dénonce-t-elle.